

transform!

Réseau européen pour une pensée alternative et un dialogue politique

newsletter juillet 2014

Depuis décembre 2009, la newsletter de **transform! europe** est publiée une fois par mois. Elle contient des informations portant sur les activités de notre réseau, de ses membres et de ses membres observateurs ainsi que sur les initiatives importantes des mouvements sociaux auxquelles nous participons.

Le groupe GUE / NGL passe de 35 à 52 députés, 50% de femmes **Les députés de gauche ont réélu Gabi Zimmer présidente**

25 juin 2014

Les députés nouvellement élus de la Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique au Parlement européen ont élu le 19 juin Gabi Zimmer comme nouvelle présidente du groupe. Zimmer a occupé ce poste lors de la dernière législature, à partir de 2012. Le groupe est sorti renforcé des élections européennes du mois dernier avec une augmentation de 50%, passant de 35 à 52 députés.

Les députés du groupe ont également désigné trois vice-présidents : les députés Neoclis Sylikiotis (Chypre), Malin Björk (Suède) et Patrick Le Hyaric (France). L'eurodéputé grec, Dimitrios Papadimoulis, sera le candidat du groupe à la vice-présidence du Parlement.

Gabi Zimmer a déclaré : « Renforcé et comprenant de nouveaux partis, la GUE / NGL continuera à se battre pour en finir immédiatement avec la politique d'austérité anti-sociale en Europe et pour la réduction et l'élimination de la pauvreté et du chômage. Des millions d'électeurs nous ont donné un mandat clair et nous ne les décevrons pas ».

Le groupe GUE / NGL est composé de 52 députés de toute l'Europe oeuvrant pour la paix, la solidarité, la justice sociale, l'égalité, la démocratie et les droits de l'homme en Europe et au-delà. Il est le seul groupe équilibré en hommes et femmes au Parlement européen, avec 26 femmes et 26 hommes.

S o u r c e : <http://www.guengl.eu/news/article/gue-ngl-news/left-meps-re-elect-gabi-zimmer-as-president1>

Contactez-nous

Interview de Gabi Zimmer

Par Maxime Benatouil - 27 juin 2014

Récemment réélue à la tête du groupe parlementaire GUE / NGL, Gabi Zimmer (Die Linke) offre un aperçu de la nouvelle composition du groupe GUE / NGL. Il a augmenté de manière significative, rassemblant 52 députés dans la nouvelle législature alors que le groupe n'avait que 35 élus dans l'ancienne mandature.

Le 24 juin, Gabi Zimmer a donné une interview à transform! et Regards.fr. Après avoir fait une analyse globale des résultats des élections européennes –avec un regard sur les résultats des partis de droite extrême et nationaliste - elle donne un aperçu de la nouvelle composition du groupe GUE / NGL. Il a augmenté de manière significative, rassemblant 52 députés de la nouvelle législature alors que le groupe n'était composé que de 35 élus dans l'ancienne mandature. Elle a salué l'adhésion de nouveaux partis aux cultures politiques différentes – ce qui aura des conséquences sur les méthodes de travail, ainsi que sur les priorités politiques.

Comment évaluez-vous les résultats des forces politiques qui ont géré conjointement les institutions européennes depuis le début de l'intégration européenne - à savoir les conservateurs, les sociaux-démocrates et les libéraux ?

Gabi Zimmer : Les résultats des élections européennes sont très ambivalents. D'une part, nous devons reconnaître qu'il existe une faible majorité pour les conservateurs. Les députés du Parti populaire européen formeront très probablement une sorte de grande coalition avec les sociaux-démocrates et les libéraux. Mais cela ne reflète pas la volonté des peuples pour une autre politique. Les résultats ont montré qu'ils veulent que l'UE change et que ses politiques aillent dans une autre direction. En outre, il n'est pas possible de parler des résultats des élections européennes sans mentionner les résultats de l'extrême droite et des forces politiques nationalistes. La grande coalition entre les trois partis n'est pas la bonne façon de relever ce défi et de rendre claire la nécessité d'une autre Europe. Nous avons besoin d'une Union européenne différente de ce que celle que nous avons maintenant et de ce que l'extrême droite et les partis politiques nationalistes proposent. Nous avons besoin de solutions fondées sur la solidarité et la coopération sociale. Nous devons mettre un terme immédiat aux politiques d'austérité et aux négociations entre l'UE et les Etats-Unis concernant le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement de (TTIP). Je ne suis pas sûr que les trois partis politiques les plus importants le feront. Ils poursuivront les mêmes politiques.

Comment analysez-vous les bons résultats de partis de droite extrême, nationaliste et populiste ? Quelles conséquences auront ces résultats sur les politiques de l'UE et le Parlement européen ?

Ils résultent de la gestion de crise, ainsi que de l'atmosphère générale au sein de l'UE. Beaucoup de gens ont perdu leur dignité, ainsi que leur confiance à la fois dans l'UE et dans les institutions. L'UE n'est pas considérée comme capable de montrer plus de solidarité. L'extrême droite travaille très dur pour être considérée comme la seule alternative. Elle prétend que le retour au cadre de l'Etat-nation est la condition préalable au changement. Elle n'est pas intéressée par une Europe plus sociale bénéficiant à tous. Elle met en premier son propre peuple et son propre Etat-nation, au détriment du bien commun européen. Ses politiques sont conçues pour exclure encore plus les parties les plus exclues des populations : les migrants, les minorités ethniques, les personnes handicapées et les chômeurs. Les attaques contre la démocratie au cours des dernières années et le manque de confiance dans les institutions ont donné plus de résonance à leurs idées. En tant que Gauche, nous n'avons pas montré assez clairement que la crise était une crise de dimension européenne. Et que cette crise européenne ne peut pas être résolue dans le cadre de l'Etat national. Bien sûr, la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne ont eu des problèmes au sein de leurs économies nationales. Mais il ne faut pas accuser ces problèmes à la place de la crise. L'UE porte la responsabilité. Et il en va de même du capital financier, organisé au niveau européen et au niveau mondial. Ce n'est qu'au niveau européen qu'on peut donner des réponses pour sortir de la crise. Il s'agit vraiment d'une

autre voie. Le défi pour la gauche est de donner une réponse européenne à la crise. Nous ne l'avons pas montré assez clairement. Nous avons eu trop de doutes et d'hésitations quant à savoir si c'était ou non la solution la plus appropriée pour sortir l'UE de la crise. Pour moi, il est clair que nous avons besoin d'une Europe de la solidarité, d'en finir avec l'austérité, d'investir - de sorte que les Etats membres puissent répondre aux enjeux d'un développement durable, social, écologique et économique. C'est la réponse la plus appropriée.

Nous avons besoin de règles communes pour contrôler le capital financier au niveau européen. Et pas seulement de considérer les avantages nationaux de certains Etats membres. À cet égard, nous n'avons pas fait assez. J'espère que nous allons en tirer les leçons. Je pense que la gauche ne doit pas essayer de reprendre les réponses de droite nationaliste. Les alternatives à la sortie de la crise européenne ne peuvent pas être conçues au niveau national. C'est un problème. Regardez Syriza en Grèce. Elle a toujours affirmé qu'une réponse européenne était nécessaire. Elle ne considère pas que quitter la zone euro est une alternative viable. Encore une fois, revenir à des frontières nationales n'est pas une solution que la gauche devrait soutenir. Parce que le risque est élevé que les gens disent alors : nous allons voter pour l'original, nous allons voter pour les premiers qui ont mis cette option sur la table - à savoir l'extrême droite. La force de la gauche réside dans sa capacité à coopérer de manière transnationale, avec la Commission européenne et la gauche mondiale. Non seulement au niveau international, mais d'une manière transnationale authentique avec de nouvelles formes de coopération. En fin de compte, cette force nous aidera à convaincre que la gauche peut apporter les bonnes réponses. Pour l'instant, les gens ont peur de perdre les bases d'une bonne vie et de l'avenir. Nous devons faire face à cette réalité. La gauche doit trouver les moyens d'établir de nouvelles relations nous permettant de faire une autre politique. Rosa Luxemburg a dit que la gauche doit soutenir le peuple quand le peuple en a besoin - et ne pas attendre une détérioration conduisant à une situation si insoutenable qu'il y ait une révolution. Qui sait si ce serait une révolution de gauche ? Il pourrait aussi bien être une révolution de droite!

Le groupe parlementaire GUE / NGL a considérablement augmenté, s'est rajeuni, féminisé, et diversifié. Comment qualifieriez-vous ces changements? Quelles conséquences auront-ils sur les méthodes de travail du groupe GUE / NGL?

Le groupe GUE / NGL vit un moment historique - en raison de l'adhésion de nouveaux partis. Le groupe a connu une croissance importante et rassemble aujourd'hui 52 députés. Tous ne viennent pas de partis qui ont déjà coopéré avec le groupe GUE / NGL à la dernière législature. Les nouveaux membres ont rejoint le groupe, avec leur culture politique originale. Podemos est un nouveau parti, différent des partis de gauche traditionnels. Il cherche à rapprocher les gens des processus d'élaboration des politiques et à créer l'unité contre les politiques néolibérales. Cette approche de la politique est radicalement différente et cela pourrait être très bon pour nous. Bien sûr, Podemos a besoin de se familiariser avec les règles de fonctionnement du Parlement européen, de trouver le juste équilibre entre ces règles et sa volonté de renouveler la politique. Et bien sûr, les anciens partis ont à apprendre des nouveaux - comme Podemos ou la liste italienne pour Tsipras -, en particulier de la relation qu'ils ont avec les citoyens, la façon dont ils veulent leur expliquer le travail qui sera effectué par le députés. Nous devons être sensibles aux différents horizons de toutes nos composantes. Au lendemain des élections européennes, nous avons eu des discussions internes approfondies sur la manière dont le groupe va travailler pendant les cinq prochaines années. C'est très important. Le groupe GUE / NGL est un important projet politique pour la gauche en Europe. Ses différentes composantes travaillent en étroite collaboration les unes avec les autres. Notre diversité est une valeur ajoutée et nous devons faire en sorte que cela nous aide à obtenir des résultats encore plus positifs pour les gens. Nous avons récemment décidé qu'une seule délégation ne peut avoir le droit de veto - de sorte que des solutions satisfaisantes pour la plupart d'entre nous ne soient pas compromises par une minorité -, mais la minorité ne sera pas obligée de suivre les règles avec lesquelles elle n'est pas d'accord. Nous avons également convenu de disposer d'un cadre de règles minimum pour permettre des processus de travail transparents et démocratiques. Notre direction sera plus collective. Le groupe dispose désormais de trois vice-présidents ayant des responsabilités concrètes. Dans les législatures passées, les vice-présidents étaient seulement censés

remplacer le président en cas d'absence. Ces nouveaux changements internes vont nous aider à gagner en efficacité.

Vous avez exprimé le souhait que le groupe gagne en capacité et efficacité politique. En tant que présidente nouvellement réélue, êtes-vous optimiste sur ce point ?

Le groupe GUE / NGL ne peut pas changer l'UE dans son ensemble au moyen du Parlement européen. Mais notre travail au Parlement fait partie de la lutte stratégique pour changer l'UE - même si nous ne sommes pas au centre de ce combat. Tout d'abord, notre groupe doit donner une voix à ceux qui ne sont pas entendus autrement et apporter dans le Parlement européen les attentes des acteurs de la société civile pour une autre politique de l'UE. Et cela peut être fait par l'organisation de réunions offrant un espace de discussion à ceux qui sont à l'extérieur du système institutionnel. Deuxièmement, le groupe GUE / NGL doit devenir un soutien au sein du Parlement européen pour les mouvements sociaux, mouvements écologistes, mouvements des droits de l'homme, les mouvements de paix, les réseaux transnationaux - pour tous les mouvements qui ont besoin de partenaires et de coopération pour le changement social. Notre rôle en tant que groupe parlementaire et députés ne doit pas être réduit à la gestion des ressources financières ou à un moyen de gagner du prestige politique pour une carrière nationale. La chose la plus importante est de faire tout ce que nous pouvons pour changer les rapports de force. Troisièmement, nous devons utiliser toutes les possibilités de travail parlementaire pour améliorer les conditions de vie des populations. S'il y a une fenêtre d'opportunité permettant des changements positifs et concrets, nous devons la saisir. Pour cette raison, nous devons suivre de près les initiatives des commissions parlementaires, préparer des rapports d'initiative pour exercer une pression politique sur la Commission et être aussi présents que possible. Laissez-moi vous donner un exemple. Dans la dernière législature, un moment fort pour le groupe de la Gauche a été le lancement de notre initiative parlementaire pour le droit de chaque homme et femme dans l'Union européenne à avoir un compte bancaire. Cela montre à quel point les petites étapes peuvent être importantes et quelles mesures concrètes peuvent être prises au niveau européen. Nous devons soutenir toutes les initiatives qui contribuent à l'intérêt des gens et des Etats membres en étant actifs dans le plus de commissions possible. C'est ainsi que nous devons accomplir notre travail parlementaire, avec le renforcement des mouvements progressistes. Nous avons beaucoup de travail devant nous.

Pour le GUE / NGL, quels sont les plus gros défis ? Quelles luttes politiques sont considérées comme prioritaires pour le groupe ?

Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour pousser çà ce que cessent immédiatement les politiques d'austérité. L'austérité n'est pas la bonne façon de sortir de la crise. Nous allons devoir travailler sur des alternatives à la crise de la dette. Que pouvons-nous faire pour permettre aux Etats membres - comme la Grèce ou d'autres pays fortement touchés - de surmonter la crise et de retrouver la possibilité d'assurer leur développement économique et social ? Nous devons proposer des perspectives d'avenir pour la sécurité sociale pour les personnes. Nous allons également travailler sur les initiatives empêchant les accords commerciaux entre l'UE et d'autres régions du monde. Le TTIP est une priorité, mais il n'est pas le seul accord commercial international en cours de discussion. Nous devons lutter contre les principes mêmes sur lesquels sont basés les accords commerciaux actuels. Nous soutiendrons les initiatives appelant à l'égalité et à l'équité de ces accords - avec des normes sociales et écologiques élevées - et la lutte contre les mécanismes de règlement des différends investisseur-État. Nous devons également prêter attention aux événements qui se déroulent en Ukraine et renforcer notre influence sur les efforts pour construire de nouveaux ponts entre l'UE et la Russie. À notre avis, l'Union européenne ne doit pas suspendre ses relations avec la Russie. Il doit y avoir une autre façon de régler nos différends et de créer un nouvel équilibre en Europe. La Russie appartient à l'Europe et ne peut donc pas être exclue. Cela s'applique aussi à la Biélorussie et la Moldavie. Nous sommes également préoccupés par la situation en Syrie et en Irak. Le groupe GUE / NGL soutiendra les réponses de nature non militaire à ces conflits. Il faut trouver des solutions politiques doivent être trouvées pour assurer un développement durable dans la région.

Enfin, et en raison de la croissance des forces politiques d'extrême droite au sein du Parlement européen et du fait que certaines d'entre elles ont même réussi à former deux groupes, je pense que nous devrions développer une coopération plus large avec d'autres groupes sur des thèmes concrets - tels que la sauvegarde des droits humains, la lutte contre les discriminations à l'égard des minorités ethniques et des migrants. Et bien sûr contre la TTIP.

L'interview a été réalisée par Maxime Benatouil (transform! europe) le 24 juin 2014.

Quelques données empiriques

La gauche radicale et l'élection du PE 2014

Par Paolo Chiochetti - 27 juin 2014

La publication des résultats définitifs de l'élection au Parlement européen (PE) du 22 au 25 mai 2014 permet de tirer un premier bilan des résultats de la gauche radicale. [1]

L'élection a marqué un progrès électoral important pour cette famille de partis, qui a remporté 12.981.378 voix (1.885.574) correspondant à 7,96% des suffrages exprimés (1,04%). Cela a pour corrélation une augmentation encore plus forte des membres de gauche radicale du Parlement européen (MPE), passant de 36 à 53, et de leur groupe parlementaire (Gauche unitaire européenne / gauche verte nordique - GUE / NGL). De 35 à 52 [2]

Du côté négatif, la gauche radicale a raté certains objectifs stratégiques. En termes de sièges, le groupe GUE / NGL n'a pas réalisé les attentes excessives de certains sondages d'opinion [3] et n'a pas atteint le statut de troisième force du Parlement européen. En termes de voix, sa croissance a été éclipsée par les gains beaucoup plus importants de partis eurosceptiques d'extrême droite.

1 Résultats électoraux : des gains importants mais inégaux

Le score global [4] des partis de la gauche radicale aux élections au Parlement européen en 2014 a atteint (7,96%), son zénith depuis la chute du socialisme existant, dépassant les sommets précédents de 1999 (7,59%) et 2009 (6,92%).

Les gains électoraux, cependant, ne sont pas répartis uniformément à travers le continent (voir Tableau 1). Dans quatorze pays, la gauche radicale a amélioré ses résultats, mais dans douze pays, elle a subi des pertes modérées ou lourdes. [5]

TABEAU 1. RÉSULTATS DE LA GAUCHE RADICALE, 2009-2014

	Voix 2009	Voix 2014	Evolution	% 2009	% 2014	Evolution
Allemagne	2 004 500	2 220 724	+216 224	7,61%	7,57%	-0,04%
Autriche	18 926	60 451	+128 046	0,66%	2,14%	+1,48%
Belgique	107 046	235 092	+128 046	1,63%	3,51%	+1,88%
Bulgarie	0	14 231	+ 14 231	0	0,64%	0,64%
Chypre	106 922	70 130	-36 792	34,90%	27,09%	-7,82%
Croatie	-	34 380	-	-	3,73%	-
Danemark	371 603	248 244	-123 359	16,38%	10,92%	-5,46%
Espagne	823 329	3 174 027	+2 350 698	5,27%	20,78%	+15,51%
Estonie	3 519	226	-3293	0,89%	0,07%	-0,82%
Finlande	109 948	167 006	+57 058	6,60%	9,66%	+3,06%
France	2 165 037	1 554 647	-610 390	12,57%	8,20%	-4,37%
Grèce	718 790	1 934 025	+1 215 235	14,02%	33,82%	+19,81%
Hongrie	27 817	0	-27 817	0,96%	0	-0,96%
Irlande	256 123	377 128	+121 005	14%	22,77%	+8,77%

Italie	2 162 215	1 108 457	- 1 053 758	7,06%	4,04%	-3,02%
Lettonie	0	6 817	+6817	0	1,55%	+1,55%
Lituanie	13 341	0	-13 341	2,43%	0	-2,43%
Luxembourg	9 740	14 773	+5 034	4,91%	7,25%	+2,34%
Malte	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	330 802	458 079	+127 277	7,26%	9,64%	+2,37%
Pologne	51 872	0	-51 872	0,70%	0	-0,70%
Portugal	810 571	636 833	-173 738	24,32%	20,96%	-3,36%
Roumanie	0	9 803	+9 803	0	0,18%	+0,18%
Rque Slovaque	13 643	10 827	-3 356	1,65%	1,83%	+0,18%
Slovénie	0	28 700	+28 700	0	7,14%	+7,14%
Suède	182 140	234 358	+52 218	5,75%	6,31%	+0,56%
Rque Tchèque	334 577	175 027	-159 550	14,18%	11,55%	-2,63%
Royaume Uni	463 344	207 933	-255 411	3,06%	1,26%	-1,80%
Total	11 085 805	12 981 378	+1 895 574	6,92%	7,96%	+1,03%
Suffrages Exprimés	160 105 511	163 109 024	+3 003 513	41,42%	41,17+	-0,24%

Les succès ont été spectaculaires dans plusieurs Etats de la périphérie. En Grèce, la gauche radicale a grimpé à 33,82% des suffrages exprimés (19,81%), devenant la plus grande famille du parti national. Ce résultat s'explique par les fortes hausses de Syriza (26,57%), qui a confirmé ses scores de l'élection nationale juin 2012 est passé devant les conservateurs comme premier parti grec. En Espagne, la gauche radicale a progressé à hauteur de 20,78% (15,51%) grâce à l'excellent début de la liste d'extrême gauche PODEMOS et à la forte hausse de Izquierda Unida et l'alliance de gauche régionaliste Los Pueblos Deciden. En Irlande, la division de l'extrême gauche trotskyste a conduit à la perte du siège du Parti socialiste, mais la montée de la gauche nationaliste Sinn Féin a poussé le score total de la gauche radicale à 22,77% (8,77%). En Slovénie, enfin, les manifestations anti-austérité de 2012-2013 ont provoqué l'émergence électorale d'une gauche radicale inexistante auparavant (Združena de levica et Solidarnost) qui a obtenu 7,14%, même si elle n'a pas réussi à obtenir une représentation parlementaire.

Mais ces gains dans les pays moyens-petits ont été partiellement effacés par une stagnation ou des résultats négatifs dans les grands États du centre. Les résultats dans trois pays ont été particulièrement négatifs : la France (8,20%, -4,37%), où le Front de Gauche a à peine augmenté et où le NPA d'extrême-gauche a pratiquement disparu ; l'Italie (4,04%, -3,02%), où la rencontre de l'ensemble du spectre gauche radicale et de plusieurs alliés extérieurs dans la coalition L'Altra Europa con Tsipras (AET) a permis d'atteindre son objectif principal - une nouvelle entrée dans le Parlement européen après cinq ans d'absence - mais a presque diminué de moitié leur capital électoral précédent ; et le Royaume-Uni (1,26%, -1,80%), où des groupes traditionnels d'extrême gauche ont à peine fait campagne et ont obtenu un piètre 0,29% des suffrages exprimés - le 0,97% restant a été remporté par l'Irlandais du Nord Sinn Féin. Il y a eu également de lourdes pertes dans les bastions de la gauche radicale de Chypre (27,09%, -7,82%), où l'AKEL communiste a payé le prix de la crise financière de 2012 à 2013, le Danemark (10,92%, -5,46%), où l'éco-socialiste SF n'a pas répété l'exploit de l'élection précédente, et le Portugal (20,96%, -3,36%), où la CDU et PCTP / PPRM ont quelque peu progressé mais où le BE a été réduit de plus de moitié.

Cette inégalité découle de l'interaction de deux tendances principales.

D'une part, les élections au Parlement européen restent clairement des élections de second ordre [6] dominées par les questions et les calculs nationaux. Les innovations marquées de la campagne 2014 - sélection par les principaux europartis de candidats en pointe pour le rôle de président de la Commission européenne ; débats télévisés entre les principaux candidats - semblent avoir eu un impact minime à cet égard, dans la mesure où les résultats de chaque famille de partis sont restés très homogènes et où la participation des électeurs est restée extrêmement faible [7] Le seul véritable élément de « l'européanisation » de cette élection peut être trouvé, paradoxalement, dans la

progression des partis critiques de l'état actuel du projet d'intégration européenne : cette insatisfaction, cependant, a pris des formes très différentes dans chaque pays, au profit, cas par cas, de l'extrême droite (par exemple le français FN), des nationalistes de droite (par exemple l'UKIP britannique et la DF danois), de populistes inclassables (le M5S italien) et de la gauche radicale.

Par ailleurs, la polarisation croissante des États-nations européens sur les lignes macro-économiques (un centre riche et exportateur par rapport à une périphérie pauvre et en semi-faillite) s'est partiellement reflété dans le vote pour la gauche radicale. Alors que chez les premiers résultats ont en général été modestes, chez les derniers, la gauche radicale a souvent consolidé ses scores au-delà des 20% des votes exprimés, en forte croissance en Grèce, en Irlande et en Espagne et avec une audience importante à Chypre et au Portugal.

2 Représentation parlementaire : un groupe plus large mais peu hétérogène

La progression électorale décrite dans le paragraphe précédent s'est traduite par des gains très importants en députés européens (voir Tableau 2). Le nombre de sièges de la gauche radicale est passé de 36 (4,89%) à 53 (7,06%); Les sièges GUE / NGL sont passés de 35 (4,76%) à 52 (6,92%).

TABLEAU 2 Groupe parlementaire GUE/NGL 2009-2014

	Sièges 2009	Sièges 2014
Allemagne	Die Linke (8)	Die Linke (7), <i>Tierschutz (1)</i>
Chypre	AKEL (2)	AKEL (2)
Danemark	<i>Folkeb.(1)</i>	<i>Folkeb.(1)</i>
Espagne	IU (1)	IU (5), Podemos (5), EH Bildu (1)
Finlande		VAS (1)
France	Front de Gauche (4), AOM (1)	Front de Gauche (3), AOM (1)
Grèce	KKE (2), SYRIZA (1)	SYRIZA (6)
Irlande	Sinn Féin (1)	Sinn Féin(3), <i>Luke Flanagan (1)</i>
Italie		AET-ind. (2), AET-PRC (1)
Lettonie	LSP (1)	-
Pays-Bas	SP (2)	SP (2), <i>PvdD (1)</i>
Portugal	BE (3), PCP (2)	PCP (3), BE (1)
Suède	V (1)	V (1)
Rque Tchèque	KSCM (4)	KSCM (3)
Royaume Uni	Sinn Féin (1)	Sinn Féin (1)
Gue-Ngl	35 / 736 (4.76%)	52 / 751 (6.92%)
Pays	13/27	14/28

Note : gras = membres du PGE ; italiques = alliés techniques

Le groupe parlementaire GUE / NGL a progressé grâce aux gains nets des membres existants (+3 députés), à l'affiliation de partis déjà représentés ou non représentés de la gauche radicale (13 députés) et à des accords techniques avec quelques autres parties non à gauche (+ 3 députés), tout en perdant deux députés en raison de la désaffiliation du KKE grec.

Malgré ces progrès, le groupe reste relativement sans influence au sein du Parlement européen. Sa taille globale n'a augmenté que de façon marginale, de la sixième à la cinquième position (au-dessus des Verts). De même, sa représentation géographique est passée de 13 à 14 pays (avec le retour de l'Italie et de la Finlande et la perte de la Lettonie) et ne couvre que la moitié des Etats membres de l'UE.

Le degré important d'hétérogénéité interne posera un défi supplémentaire. [8]

Une division importante sera celle entre partis affiliés au Parti de la gauche européenne (PGE) [9] (24 députés), d'autres organisations de la gauche radicale (25 députés) et les alliés techniques (3 députés). Le premier, créé en 2004, a toujours cherché à renforcer la gauche radicale dans les

institutions de l'UE sur des lignes « modernistes » (atténuant leurs racines communistes) et « euro-constructives » (attaquant le principal objectif des politiques de l'UE, mais soutenir les progrès de l'intégration européenne) ; cela a souvent créé des tensions au sein du groupe GUE / NGL, qui conserve un caractère confédéral afin de tenir compte des grandes différences idéologiques et programmatiques entre ses partis membres. La dernière initiative du PGE, qui a choisi Alexis Tsipras (Syriza) comme candidat à la présidence de la Commission, a en effet suscité beaucoup de sympathie au sein de la GUE / NGL, mais en même temps risque d'aliéner les partis de gauche radicale plus radicaux et eurosceptiques – comme le montre la défection du KKE au profit des députés non-inscrits.

Une autre question clé est la faille transversale autour de la question de l'euroscepticisme, qui exige un équilibre délicat à la fois au sein du groupe et dans la plupart de chaque parti. [10] L'aggravation de la crise de l'euro a quelque peu aiguisé l'élaboration stratégique et le débat sur la question, dans la mesure où les partisans d'une « Europe sociale » réformée sont de plus en plus affaiblis face aux partisans de l'affaiblissement de l'UE ou de la rupture avec elle, considérée comme étape nécessaire pour libérer leur pays des contraintes externes néo-libérales et à adopter des politiques macro-économiques nationales progressistes. Cette dernière position est soutenue par plusieurs partis communistes orthodoxes (KKE, PCP, AKEL), de la gauche radicale (V) et autres (Folkb.), ainsi que par des minorités internes dans d'autres partis. Ces forces, cependant, sont eux-mêmes divisées sur l'opportunité d'appeler explicitement à une sortie de la zone euro et l'UE, par opposition à une renégociation partielle des engagements existants.

3. Passé et présent

La trajectoire à long terme de la gauche radicale aux élections du Parlement européen est représentée dans le tableau 3. De la crise et du déclin électoral de la « vieille » gauche radicale dominée par le Parti communiste dans la décennie 1984-1994 (de 15,00% à 7,08%) a émergé une « nouvelle » gauche radicale reconfigurée, qui a depuis stagné autour de 7-8% du total des suffrages exprimés.

TABLEAU 3 Evolution historique 1979-2014

	1979	1984	1989	1994	1999	2004	2009	2014
Suffrages exprimés	60,15%	56,93%	56,40%	54,43%	47,27%	43,75%	41,42%	41,17%
Votes Gauche radicale %	14,80%	15%	11,48%	7,08%	7,59%	6,86%	6,92%	7,96%
N. Sièges	410	434	518	567	626	732	736	751
N. Sièges gauche radicale	46	43	45	29	43	42	36	53
Sièges gauche radicale %	11,22%	9,91%	8,69%	5,11%	6,87%	5,74%	4,89%	7,06%
N. Sièges GUE/NGL	44	41	42	28	42	41	35	52
Sièges GUE/NGL %	10,73%	9,45%	8,11%	4,94%	6,71%	5,60%	4,76%	6,92%
Pays GUE	3/9	4/10	7/12	5/12	10/15	14/25	13/27	14/28

Cette tendance a été déterminée par deux éléments principaux : croissance et déclin chez les membres existants de l'UE et effets des élargissements successifs de l'UE (voir tableau 4).

Chez les neuf Etats membres originaux la gauche radicale a rapidement diminué, de 1984 (14,93% des suffrages exprimés) à 1994 (4,25%), a repris lentement jusqu'en 2009 (6,74%), puis a de nouveau baissé en 2014 (5,14%). Le facteur déterminant a été ici la crise du communisme français et italien, qui n'a pas été suffisamment compensé par la progression des autres forces de la gauche radicale (par exemple le SP aux Pays-Bas ou le PDS / Die Linke en Allemagne de l'Ouest).

Les vagues d'élargissement de 1981-1995 ont introduit dans l'UE des territoires (notamment l'Allemagne de l'Est) avec des gauches radicales qui avaient mieux résisté à l'effondrement de l'Union soviétique et étaient en moyenne beaucoup plus fortes que leurs homologues. Les résultats électoraux de ce deuxième groupe ont un peu diminué de 1999 (12,29%) à 2009 (10,33%), mais rapidement grimpé en 2014 (19,30%). Bien que ne constituant qu'un tiers de la population du premier groupe de pays, ils ont contribué pour plus de la moitié de tous les votes de la gauche radicale.

Les vagues d'élargissement de 2004-2013, au contraire, ont vu l'adhésion de pays ayant des gauches radicales très faibles : ils n'ont totalisé en 2014 que 1,52% des suffrages exprimés. Dans l'ancien bloc de l'Est, l'effondrement du socialisme réellement existant a laissé beaucoup d'anciens partis communistes reconvertis avec succès au social-libéralisme, mais, à l'exception du parti néo-communiste tchèque KSCM, pratiquement aucune force de gauche radicale viable. Le seul gain positif a été Chypre, où l'AKEL communiste a réussi à préserver et même accroître son poids électoral considérable.

TABLEAU 4 Conséquences des trois vagues d'élargissement

	1979	1999	2014
Membres de l'UE en 1979 (Allemagne de l'Ouest, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Royaume Uni)			
Electeurs inscrits	184 474 494	207 497 569	222 958 570
Suffrages exprimés %	60,15%	45,07%	45,64%
Votes Gauche radicale	16 425 278	5 052 995	5 233 556
Gauche radicale %	14,80%	5,40%	5,14%
Élargissement 1981-1995 (Grèce, Portugal, Espagne, Allemagne de l'Est & Berlin, Autriche, Finlande, Suède)			
Electeurs inscrits		82 168 563	85 609 547
Suffrages exprimés %		52,83%	44,78%
Votes Gauche radicale		5 533 517	7 398 221
Gauche radicale %		12,29%	19,30%
Élargissement 2004-2013 (Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République slovaque, Slovénie, Bulgarie, Roumanie, Croatie)			
Electeurs inscrits			87 605 149
Suffrages exprimés %			26,28%
Votes Gauche radicale			349 601
Gauche radicale %			1,52%

L'élection européenne de 2014 a clairement délimité une division de la gauche radicale européenne en trois grandes zones géo-politiques relativement homogènes.

Dans la partie la plus occidentale de l'Europe, la gauche radicale tend à être une famille de taille moyenne avec une représentation parlementaire et des scores électoraux entre 4% et 10%. Les exceptions négatives sont les partis extrêmement faibles du Royaume-Uni et d'Autriche; [11] La Belgique est légèrement en dessous de la moyenne, mais progresse rapidement ; Le Danemark constitue, au contraire, une exception plutôt positive. [12]

La Méditerranée et la périphérie de l'Atlantique est à l'avant-garde de l'influence actuelle et des perspectives d'avenir de la gauche radicale. Le mélange d'une crise socio-économique grave, des grandes mobilisations anti-austérité et de la présence d'organisations politiques bien ancrées de différents types, des communistes orthodoxes à la gauche réformiste et aux nationalistes de gauche, a hissé les scores électoraux bien au-dessus de 20% des suffrages exprimés : en commençant par Chypre, en 2009 au Portugal, en 2014 en Grèce, en Espagne et en Irlande.

Les régions de l'ancienne Europe de l'Est, enfin, ressemblent à un archipel de quelques bastions localisés – l'Allemagne de l'Est (19,74%) et la République tchèque (11,55%), rejointes récemment par la Slovaquie (7,14%) - dans un océan d'absence presque complète.

4. Perspectives d'avenir

Le tableau comporte des opportunités et des dangers.

Au niveau des dynamiques institutionnelles de l'UE, il est peu probable que la gauche radicale marque significativement le cours futur des politiques de l'UE. Au sein du Parlement européen, les groupes du Parti populaire européen (PPE) et de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates (S & D), en dépit de leurs pertes, jouissent encore d'une majorité parlementaire confortable (413 sièges sur 751) ; à l'inverse, une alliance de centre-gauche peu probable du S & D, des Verts et du GUE / NGL (294 sièges) est bien loin de la majorité requise. Au sein du Conseil, de même, l'influence de la gauche radicale restera probablement négligeable : sa participation passée à la tête d'un gouvernement national (Chypre, 2007-2013) et comme partenaire junior dans plusieurs autres cabinets est passée presque inaperçue. Même une future victoire électorale en Grèce aura probablement peu d'effet, en raison de la petite taille du pays et de l'expansion post-Lisbonne du vote à la majorité qualifiée.

Les choses sont toutefois différentes si l'on regarde l'évolution possible des situations politiques nationales.

Dans plusieurs pays du Sud et la périphérie celtique, la gauche radicale est sortie rapidement de sa marginalité antérieure et est maintenant face à une occasion historique de s'imposer comme la plus grande famille de parti et de devenir le premier partenaire de coalitions gouvernementales. En Grèce, Syriza est en position de gagner les prochaines élections générales et, si le mélange crise-austérité actuel se poursuit, il n'est pas davantage inconcevable d'envisager un nouvel effondrement des partis au pouvoir existants et des performances similaires de la gauche radicale dans des pays comme Chypre, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal.

À l'heure actuelle, les partis de la gauche radicale semblent bien peu préparés à cette éventualité. Les divisions partisans entravent fortement la création de fronts unis efficaces à la fois pour l'opposition présente et pour une future majorité gouvernementale. Le problème épineux des rapports avec la gauche sociale-libérale continue à diviser et risque d'arracher la défaite aux mâchoires de la victoire, confinant les forces les plus intransigeantes dans un splendide isolement et les plus conciliantes à un rôle subalterne au sein d'alliances de centre-gauche. Enfin, les plans d'urgence sérieux pour un possible éclatement de la zone euro (et peut-être de l'Union européenne) restent limités à quelques universitaires et militants. [13] Si ce scénario se matérialisait, la gauche radicale risquerait donc de manquer sa chance et de se retrouver à laisser le terrain libre à des solutions néo-conservatrices ou d'extrême droite.

Dans le reste de l'Europe occidentale, la gauche radicale a besoin de retrouver le chemin de la croissance d'avant 2009 et d'acquérir une capacité à exercer une attraction vers la gauche efficace au sein de chaque système politique national. Les partis des pays les plus grands et les plus influents (Allemagne, France et Italie) portent ici une responsabilité cruciale pour les résultats nationaux et de l'UE. Leur stagnation ou baisse actuelles, produites par des contraintes structurelles et les erreurs du passé, exclut toute possibilité d'évolution progressiste des politiques de l'UE.

En Europe de l'Est, le grand défi se trouve dans l'absence presque totale de forces de gauche radicale viables. Cet état de fait menace de maintenir la gauche radicale en position de marginalité permanente au sein de l'Union européenne, en particulier si les niveaux d'abstention commencent à converger [14] ou si les pays méditerranéens commencent à quitter l'Union. Les développements récents en Slovaquie sont encourageants, mais dans la plupart des autres pays de l'Est les embryons d'alternatives sont retombés ou n'ont même pas pris la peine de se présenter. L'émergence de forces

de la gauche radicale nationales qui, tout en travaillant de façon critique sur les échecs du socialisme réellement existant, sont en mesure de s'articuler avec le profond mécontentement populaire avec les régimes post-transition et la crise économique actuelle est donc vital. Les partis les plus importants de l'Union doivent donc faire du soutien - politique et financier – à ce processus leur priorité internationale.

[1] Toutes les données proviennent de source nationale officielle (généralement le ministère de l'Intérieur) ; les résultats sont encore provisoires dans quelques pays.

[2] Les deux catégories ne se recoupent pas entièrement. D'une part, quelques partis rouge-vert (par exemple la SF danois) ou de gauche radicale régionalistes (par exemple en Espagne), ainsi que la plupart des députés écologistes élus au sein de coalitions de gauche radicale (par exemple la Catalogne ICV), ont souvent choisi de siéger avec le groupe des Verts. D'autre part, d'autres types de partis ont parfois rejoint le groupe GUE / NGL pour des raisons techniques (en 2014, la coalition eurosceptique danoise, les défenseurs des animaux allemands et néerlandais et un indépendant irlandais).

[3] Cunningham, K., Hix, S. (2014) « Socialist marginally ahead, radical left up to third », le 5 mars 2014, <http://www.electio2014.eu/it/pollsandscenarios/pollsblog>

[4] Il s'agit du total des votes de la gauche radicale, divisé par le total des suffrages exprimés dans les pays de l'UE. L'utilisation de données agrégées (ou pondérées) est préférable à celle de simples moyennes non pondérées des résultats nationaux, dans la mesure où ceux-ci ont tendance à fausser la taille globale des familles de partis.

[5] À Malte, la gauche radicale était absente les deux fois, la Croatie n'était pas encore membre en 2009 (mais la gauche radicale a perdu beaucoup par rapport à l'élection au Parlement Européen de 2012).

[6] Reif, K., Schmitt, H. (1980) « Nine second-order national elections – a conceptual framework of European election results », *European Journal of Political Research*, 8(1), 3-44.

[7] La part globale des suffrages exprimés sur les votes enregistrés a encore diminué - légèrement - de 41,42% à 41,17%. Plus inquiétant encore, cette part est inférieure à 35% dans la plupart des États d'Europe de l'Est (Bulgarie, Croatie, République tchèque, Hongrie, Lettonie, Pologne, Roumanie, République slovaque, Slovénie) et dans quelques pays d'Europe occidentale (Portugal, Royaume-Uni), remettant en question la légitimité démocratique du Parlement européen.

[8] L'organisation VoteWatch Europe (<http://www.votewatch.eu/>), par exemple, souligne que le taux de cohésion des votes du groupe GUE / NGL au précédent Parlement était le plus faible de tous les groupes, hormis l'EFD (79.37 %). Ce taux est susceptible de baisser encore dans la prochaine législature.

[9] Voir Dunphy, R., Mars, L. (2013) « Seven year itch? The European Left Party: struggling to transform the EU », *Perspectives on European Politics and Society*, 14:4, 520-534.

[10] Voir Dunphy, R. (2004) *Contesting capitalism? Left parties and European integration*. Manchester: Manchester University Press, and Charalambous, G. (2011) "All the shades of red: examining the radical left's Euroscepticism", *Contemporary Politics*, 17(3), 299-320.

[11] La gauche radicale du Luxembourg n'a pas obtenu de représentation en raison de la petite taille du contingent national (6 députés), mais a recueilli un bon 7,25% des suffrages exprimés.

[12] Le chiffre retenu est celui de la SF (gauche radicale mais affiliée au groupe vert), avec 10,92% des suffrages exprimés ; en outre, le mouvement Eurosceptic Folkb. (contre-parti, mais surtout soutenu par le E d'extrême gauche, affilié au GUE / NGL) a recueilli 8,07% des suffrages exprimés.

[13] Voir Lapavitsas, C. et al. (2012) Crisis in the Eurozone. London: Verso; Sapir, J. (2012) Faut-il sortir de l'euro? Paris: Seuil; Bagnai, A. (2012) Il tramonto dell Euro. Reggio Emilia: Imprimatur; Mateo, J.P, Montero, A. (2012) Las finanzas y la crisis del euro: colapso de la Eurozona. Madrid: Editorial Popular; Ferreira do Amaral, J. (2013) Porque devemos sair do Euro. Alfragide: Lua de Papel; Durand, C., ed. (2013) En finir avec l'Europe. Paris: La Fabrique; Lordon, F. (2014) La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique. Paris: LLL.

[14] La part des suffrages exprimés dans l'ex-Europe de l'Est est nettement inférieure au niveau de l'ensemble de l'UE (2014: 28,77% à 41,17%).

Déclaration du PGE sur le conflit en Ukraine

Stop à la guerre, stop au fascisme !

2 juillet 2014

Nous appelons tous les tenants du conflit à stopper les opérations armées et à éviter l'escalade. Nous refusons la répression par les forces militaires et les milices armées. Seules des négociations et les moyens démocratiques, par exemple le referendum, peuvent résoudre ce conflit.

Nous considérons comme principaux responsables de la crise l'attitude impérialiste à l'égard de ce pays, de la part de toutes les grandes puissances impliquées: les déplacements délibérément provocateurs et belliqueux des USA, de l'OTAN et de l'UE, ainsi que le chemin agressif pris par la Russie. Cette situation, à notre porte, devient très dangereuse, avec des réminiscences de la Guerre froide et même de l'éclatement de la première Guerre mondiale en 1914.

Nous refusons toute répression antidémocratique contre le Parti communiste d'Ukraine, la gauche et les forces politiques démocratiques.

Nous demandons la liberté des prisonniers politiques et des personnes prises en otage. Nous demandons une enquête internationale impartiale sur les fusillades Place Maidan, le massacre d'Odessa et tous les crimes de guerre commis pendant le conflit.

Nous condamnons la présence de forces fascistes comme Svoboda et Pravi Sektor dans le gouvernement et l'appareil d'Etat, et la présence de forces d'extrême droite dans les républiques autoproclamées du Donetsk et Lugansk.

Nous rejetons les mesures d'austerité imposées en Ukraine par l'UE et le FMI et nous nous battons pour le droit du peuple ukrainien à disposer des ressources de leur pays et leur droit à la protection sociale. Nous refusons la présence de forces étrangères sur le sol de l'Ukraine.

Parti de la gauche européenne
1^{er} juillet 2014

Résultats de la Conférence internationale sur la dette à Bruxelles

Le PGE pour un remodelage des institutions financières européennes

Le 10 avril 2014, le Parti de la gauche européenne (PGE) et transform! europe ont organisé conjointement une conférence internationale à Bruxelles. L'objectif était d'explorer les alternatives pour résoudre le problème de la dette et mettre fin aux politiques d'austérité.

Vous trouverez un compte-rendu de la conférence par Maxime Benatouil ainsi qu'un ensemble de documents sur la droite, à « Documentation ».

Des économistes, des sociologues, des responsables politiques de la gauche européenne, des syndicalistes et des membres des mouvements sociaux de plus de 20 pays se sont associés à la Conférence intitulée « Ensemble, nous pouvons mettre fin aux problèmes de la dette et de l'austérité en Europe ». Au cours d'une journée de débat de 10 heures, ils ont analysé les causes, les objectifs, les expériences et les propositions en vue d'élaborer conjointement une solidarité sociale et une politique économique alternative unie de la gauche.

Pendant la journée, les contributeurs se sont exprimés contre la pensée néolibérale qui sous-tend l'austérité comme seule alternative possible. Ils ont exposé un large ensemble de propositions montrant la rationalité et la faisabilité d'une alternative économique et sociale de gauche.

Dans l'analyse des causes et des conséquences de la production et de l'augmentation de la dette souveraine ainsi que des politiques d'austérité, la façon dont la dette est utilisée pour dominer les autres peuples, les soumettre au chantage et provoquer des déséquilibres externes et internes, a été dénoncée. L'objectif sous-jacent à cette politique a été souligné : transformer le Sud de l'Europe en un espace de travail bon marché et déréglementé, privé de droits.

Propositions pour un modèle économique de gauche

L'ensemble des propositions débattues tout au long de la journée sont basées sur quatre piliers principaux : mettre fin à la politique d'austérité ; annuler une grande partie de la dette publique ; créer une nouvelle institution financière qui finance les services publics en mobilisant les ressources financières de la Banque centrale européenne ; et rétablir la démocratie en Europe, avec des changements dans les systèmes financiers et commerciaux.

Sur cette base, d'autres mesures ont été élaborées telles que la modification des missions et du rôle de la BCE, qui a proposé des prêts à des banques privées sans aucun changement du système financier, alors que les banques privées prêtent de l'argent aux États avec un intérêt de 5%. L'une des propositions est précisément que la BCE achète une partie de la dette des États et puisse prêter directement aux États afin de financer le développement des services publics « sans imposer de conditions anti-sociales » comme c'est le cas avec les États qui ont reçu une aide financière. La gauche européenne a demandé que la BCE ne refinance les banques à faible coût que lorsqu'elles accordent du crédit aux entreprises ayant des critères « sociaux et environnementaux ».

Fonds européen pour le développement social et écologique

Les propositions alternatives du PGE s'appuient sur un projet de financement solide appelé Fonds européen pour le développement social et écologique qui serait utilisé pour financer les services publics et la création d'emplois à des taux d'intérêt proches de zéro. Le Fonds peut également financer des projets de collectivités locales et d'acteurs sociaux.

D'autres mesures ont été présentées par plus de 50 conférenciers venus d'Europe et d'Amérique latine : une imposition équitable, des taxes sur les transactions financières, l'augmentation des

salaires, la démocratisation des institutions financières, une ré-industrialisation durable, la fin des paradis fiscaux et un audit de la dette « illégitime ».

Le président du PGE, Pierre Laurent, a déclaré qu'« il est nécessaire de restructurer la dette de l'alléger ». Il a annoncé que le parti travaillerait avec ces propositions dans la campagne électorale pour les élections du 25 mai et a demandé l'organisation d'une Convention européenne sur la dette et les investissements publics dans le but de résoudre le problème de la dette des pays en difficulté, pour exonérer une partie de cette dette, et réexaminer les conditions de paiement des intérêts.

Enregistrements vidéo de la conférence internationale de Dublin en ligne

« Contester la loi de la Troïka. Transformer l'Europe »

Le 10 mars 2014, Dublin City University a accueilli une conférence, co-organisée avec transform! Europe, pour étudier les conséquences des règles de la troïka dans les quatre pays soumis à des programmes du FMI, de la BCE et de l'UE (Grèce, Irlande, Portugal et Chypre), en s'intéressant aussi aux pays au bord de ces programmes, comme l'Espagne.

Les économistes et les responsables politiques de ces pays se sont réunis pour analyser, non seulement ce qui s'était passé, mais aussi pour réfléchir à ce que la gauche peut faire pour arriver à inverser cette tendance dans l'intérêt des travailleurs qui ont souffert si cruellement durant cette crise.

Alexis Tsipras a prononcé l'intervention d'ouverture qui a donné le sentiment d'une gauche européenne associant force et de élan.

Retrouvez le programme de la conférence : <http://transform-network.net/en/calendar/calendar-2014/news/detail/Calendar/-3c996b48c9.html>

La campagne d'Alexis Tsipras sur Internet. En quoi cela devrait nous inspirer

Par Matthaios Tsimitakis – 1er juillet 2014

Le 30 avril, nous avons appelé les camarades européens, à travers le réseau Transform! Europe à se mobiliser en ligne pour obtenir une masse critique de soutien à Alexis Tsipras comme candidat de la gauche européenne à la présidence de la Commission européenne. La campagne n'a atteint qu'une partie de ses objectifs, mais s'est avérée juste sur le plan de la théorie et des méthodes.

Nous allons ici en faire un bref compte rendu et essayer d'en tirer une perspective pour l'avenir. Une analyse approfondie sera présentée à l'Université d'été de la Gauche européenne à Werbellinsee le 26 Juillet.

Pourquoi les médias sociaux sont-ils la clé?

Le présupposé principal était que les médias dominants tels que les chaînes et les journaux télévisés traditionnels minimiseraient la campagne de la gauche européenne, au niveau national et européen. En effet, les médias sont liés à aux institutions financières et politiques et ont tendance à rejeter nos

propositions comme non-pragmatique, irréalistes et même extrémistes. En France et en Italie, par exemple, nos camarades du Front de Gauche et d'Altra Europa ont été marginalisés dans les médias traditionnels et en Grèce, la propagande contre Syriza, une fois de plus, a été massive.

C'est pourquoi, l'équipe de campagne des médias sociaux d'Alexis Tsipras a fait les hypothèses suivantes :

- Internet est le seul moyen permettant d'atteindre les gens à travers les frontières et dans toute l'UE.
- Les médias sociaux seraient largement utilisés par les institutions européennes dans leurs efforts pour créer un espace virtuel de dialogue politique pour ces élections.
- La campagne d'Alexis nécessitait de se baser sur des méthodes permettant un ancrage en profondeur pour lutter contre les campagnes aux moyens financiers importants et professionnellement organisées de ses adversaires.
- Occupy Wall Street et les Indignados nous ont appris qu'il est possible de se connecter à la mobilisation virtuelle des espaces et des événements politiques physiques.
- Une masse critique d'utilisateurs en ligne diffusant le message d'Alexis pourrait fournir une alternative à l'exclusion des médias de masse.

Gagner les élections en ligne

La décision de s'appuyer essentiellement sur Internet tout au long de la campagne afin de sensibiliser non seulement à la candidature d'Alexis, mais à l'ensemble de la gauche européenne s'est avérée juste. En faisant ainsi l'équipe de campagne d'Alexis a produit un patrimoine qui pourrait constituer la base sur laquelle la gauche européenne pourrait construire de nouveaux succès dans l'avenir.

En effet, Alexis était le candidat a été le plus discuté et commenté sur le web. Nous pensons que cette efficacité en ligne, combinée à la dynamique politique d'ensemble de la campagne - qui a vu émerger une demande de plus en plus populaire d'en finir avec les politiques d'austérité à travers l'Europe -, a été la principale raison du succès électoral de la gauche européenne.

Une stratégie en ligne pour la gauche

La stratégie de la campagne d'Alexis sur le web a été basée sur deux axes principaux : d'abord, utiliser des méthodes de base en harmonie avec les mouvements sociaux afin de générer la participation spontanée ; deuxièmement, coordonner autant que possible les efforts à l'échelle internationale. Ainsi les comptes d'Alexis sur Twitter et Facebook, et dans une moindre mesure sa page d'accueil, ne sont que les plates-formes centrales qui reliaient les comptes officiels, personnels et non officiels dessinant la carte en ligne de la gauche européenne.

L'image d'Alexis a été utilisée pour amplifier le message des camarades à travers l'Europe. En substance, il n'y avait pas que des campagnes locales pour soutenir un candidat, mais aussi le candidat soutenant toutes les campagnes locales et appelant les camarades des différents pays à se soutenir mutuellement grâce à une interconnexion constante et à des événements transnationaux occasionnels en ligne. Par exemple #primalapersona est le slogan sous lequel Altra Europa a fait campagne en Italie mais il a été vite répandu dans différentes sphères Twitters de toute l'Europe. Quand Angela Merkel est revenue à Athènes, nous avons fait campagne dans les différents pays sous #wearealltroublemakers etc.

Un modèle décentralisé de coordination

Le travail qui a été fait en essayant de créer une conscience commune chez les militants, sympathisants et membres de parti s'est cristallisé au cours de la soirée de débat qui a eu lieu le 15 mai à Bruxelles. La gauche européenne a réussi à dominer non seulement dans le débat à l'intérieur du Parlement européen à travers l'excellente présence d'Alexis Tsipras, mais aussi en ligne, en orientant le vote direct des médias sociaux de notre côté et en montrant l'engagement concret de nos supporters. On a vraiment pu voir comment nos réseaux officiels et officieux se sont coordonnés pour un « hack » de l'événement et bien sûr, il ne s'est pas produit par hasard.

Le travail effectué à la périphérie de ce champ électoral hybride a marqué les médias, la perception des électeurs européens de la gauche en général et d'Alexis Tsipras en particulier et probablement influencé l'ensemble du processus électoral. La campagne de la gauche radicale s'est présentée comme une campagne populaire, jeune, fraîche et pro-européenne dans un champ d'exclusions, de doutes et de scepticisme. Elle a constitué un cadre transnational qui a renforcé les campagnes nationales et, parallèlement, au niveau européen, a bénéficié des actions locales. Elle a réussi à rassembler des communautés authentiques autour des comptes officiels et à s'articuler aux mouvements sociaux tels que l'initiative de #Vote4water contre la privatisation de l'eau dans la ville de Thessalonique.

Il y a beaucoup à faire pour établir des liens pérennes et solides entre les différents partis, mouvements et initiatives à travers l'Europe. La campagne en ligne des élections européennes de 2014 devrait servir de guide et d'inspiration pour d'autres mesures afin de parvenir à une autre Europe. C'est parce que, si nos adversaires possèdent les médias, nous pouvons nous appuyer sur internet.

Co-auteur: Nikos SMYRNAIOS, sociologue et théoricien des médias.

Toutes les données ont été traitées par Nikos SMYRNAIOS et Pavlos Kazakopoulos.

Initiative pour la Paix Sarajevo 2014

Nous devons être plus visibles dans les rues

16 juin 2014

Article des organisateurs, Reiner Braun, Lucas Wirl et Kristine Karch.

Plus de 2500 participants à l'Initiative internationale pour la Paix Sarajevo 2014

Nous devons contrer la menace de la guerre dans le monde avec plus de force et de persévérance et nous devons intervenir sur la question concernant la « guerre et la paix » avec beaucoup plus d'énergie et en menant plus d'actions internationales. Tel est l'appel unanime de tous les participants au plus grand événement sur la paix en 2014, tenu à la Pentecôte avec plus de 190 ateliers et de nombreux événements culturels, ainsi qu'un grand camp de jeunes à Sarajevo.

Cette initiative pour la Paix a brisé quelques tabous. Une question taboue majeure était le fait que, pour la première fois en 20 ans, une conférence a eu, comme élément central de l'événement, l'abolition de l'Otan. La grande majorité de la population et l'ensemble de la classe politique du pays soutient l'adhésion de la Bosnie Herzégovine ; au congrès, des conférenciers internationaux, notamment le lauréat du prix Nobel de la paix Mairead Maguire, le directeur du programme de American Friends Service Committee Joseph Gerson et le président de la Campagne pour le désarmement nucléaire David Webb, ont critiqué fondamentalement l'OTAN et la suppression de l'OTAN a été demandée. Un autre sujet tabou, controversé, a également été discuté pour une transition vers une union sociale et démocratique, celle du rôle et de l'importance de l'Union européenne. La poursuite de sa militarisation a été rejetée à l'unanimité.

« La paix est possible » - Tel était le sentiment commun lors de la cérémonie d'ouverture de la manifestation internationale pour la paix, le vendredi 6 juin 2014, à Sarajevo. Nous ne voulons « plus de guerre et les conflits doivent être résolus pacifiquement » - tel était le message de plus de 900 personnes et militants pacifistes de 32 pays lors de la cérémonie d'ouverture.

L'événement en présence d'invités nationaux et internationaux bien connus a montré l'intérêt commun pour la paix face aux confrontations internationales de plus en plus nombreuses, mais aussi la certitude - comme leçon tirée de l'histoire – que des solutions pacifiques aux conflits sont possibles et sont le seul moyen d'éviter la guerre. Ce doit être une volonté politique et soutenu par les gens qui aspirent à la paix dans le monde entier.

Les messages de paix de la lauréate du prix Nobel de la paix Mairead Maguire, de Noam Chomsky, Hildegard Goss-Mayr, Verdiana Grossi, Chico Whitaker, Jasmila Zbanic avec leur impact consensuel profond, leur charge émotionnelle se sont associés aux messages de paix de nombreux élèves et étudiants de Bosnie, qui luttent activement pour la paix. Le chant traditionnel chœur de Sarajevo « Pontamina » et les rythmes endiablés de jeunes musiciens du groupe « Balsica » plein de vitalité et d'énergie positive a enchanté le public national et international.

« Nous devons accepter et célébrer la diversité et l'altérité » a affirmé Mairead Maguire qui a également fait appel à tous les participants de l'événement : « Que le Sarajevo, où la paix est morte, soit le point de départ du début audacieux d'un appel universel à la paix par l'abolition globale du militarisme ». L'importance de la culture du programme de paix de l'UNESCO comme programme alternatif à la guerre et à la militarisation a été soulignée. Selon les mots d'Ingeborg Breines du Bureau international de la paix (BIP) : « sans actions non-violentes, ça ne marchera pas. »

Tous les débats ont eu lieu dans une atmosphère de grande solidarité, de respect mutuel, de compréhension et d'apprentissage de l'autre. La coexistence pacifique a été vécue et célébrée lors du grand événement culturel. On a travaillé de façon intense sur des alternatives à la militarisation. La discussion a englobé une gamme impressionnante de sujets différents : de la question du système, des actions non violentes, des actions de courage civil à la résolution des conflits civils, la prévention, au désarmement et à la sécurité commune dans la maison commune de l'Europe. Ces considérations se sont rarement confrontées à d'autres et une approche plus holistique a été prédominante. On ne manque pas de propositions et de considérations anti-militaristes - mais elles doivent avoir plus de poids politique et se dresser contre une politique qui fait la guerre pour des intérêts géostratégiques.

Une importance particulière a également été donnée au concert de solidarité pour les victimes des inondations dans la région, auquel ont participé plusieurs groupes de Bosnie-Herzégovine, mais aussi Manfred Maurenbrecher d'Allemagne. Un impressionnant concert en plein air à la mémoire de Pete Seeger a eu lieu le dimanche soir.

Il y a eu de nombreuses discussions à l'Assemblée de la Paix, le lundi, sur des initiatives conjointes, notamment des actions communes en 2015 (70 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale), une conférence internationale des femmes, des opérations transfrontalières contre la « forteresse de l'Europe », des actions pour la paix en Syrie, des manifestations contre la menace de guerre en Europe, une campagne internationale pour la réduction des dépenses militaires.

Il y a encore beaucoup à dire. Tout cela ainsi que les photos de cet événement peuvent être trouvés sur le site www.peaceeventsarajevo2014.eu.

La longue préparation de 1,5 ans n'a pas été facile étant donné les différentes conditions culturelles et sociales, mais finalement a été couronnée de succès. Tous les problèmes - y compris financiers – ont pu être résolus. À cet égard, les conditions locales ont dû également être prises en compte.

Tous les groupes de paix et presque tous les groupes de militants de la société civile de Bosnie-Herzégovine et d'autres parties de l'ex-Yougoslavie dépendent de l'appui financier de l'USAID ou de l'Union européenne. Que cela nous plaise ou non - c'est la réalité. Si nous voulons travailler avec eux, nous devons en tenir compte. Je tiens à souligner l'indépendance et l'autonomie de toutes les décisions relatives à l'événement.

Reiner Braun, directeur exécutif de IALANA, Co-président de l'ATG

Lucas Wirl, directeur de programme du Réseau International des Ingénieurs et Scientifiques pour la responsabilité mondiale (INES)

Kristine Karch, le réseau international "Non à la guerre - Non à l'OTAN"

Tribunal populaire - résumé vidéo en ligne

De l'austérité à la solidarité

19 mai 2014

Un Tribunal sur la gouvernance économique de l'UE et la troïka a eu lieu à Bruxelles les 15-16 mai. Onze témoins de dix pays d'Afrique australe, orientale et d'Europe occidentale ont témoigné de l'échec des politiques de l'UE et de la Troïka pour résoudre la crise. Trouvez ici le résumé de la vidéo.

Beaucoup ont montré que la stratégie des mesures d'austérité est une attaque délibérée contre le niveau de vie des travailleurs.

En effet, la vie et les moyens de subsistance ont été dévastés par les mesures d'austérité et d'autres politiques - que ce soit par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) ou par l'imposition directe sur les gouvernements nationaux des politiques fiscales constituant une camisole de force, la restructuration de la main-d'œuvre et les politiques sociales qui favorisent les marchés financiers, les grandes banques et les sociétés.

Selon Christos Giovanopoulos (Solidarity4All, Grèce), « avec la dictature financière et politique de la Troïka, nous sommes confrontés à un coup d'Etat (dé) constitutionnel qui a entraîné la perte de la souveraineté nationale et populaire et la disparition de la démocratie ».

Témoin après témoin, chacun a souligné l'accroissement des inégalités, le chômage (qui touche les femmes et les hommes, entre les générations, mais est particulièrement élevé chez les jeunes), la privation de logement et la pauvreté. Georg Pilon (Attac Allemagne) a affirmé : « les plus récentes statistiques de l'OCDE indiquent que près de 20% de la population en Allemagne est touchée par la pauvreté ou l'exclusion sociale. Les enfants sont particulièrement touchés. L'IAB (Institut allemand du marché du travail) a calculé qu'un enfant sur quatre vit dans une famille touchée par la pauvreté ». En Slovaquie, a ajouté Kira Cerjak (Initiative pour le socialisme démocratique), « le marché du travail est de plus en plus de force dans le travail précaire qui ne suffit pas à vie décente ».

Dans toute l'UE, selon Gabriele Michalitsch (Université de Vienne), « nous avons une énorme augmentation de la pauvreté des femmes et du travail non rémunéré à la maison. Nous voyons aussi la privatisation des soins aux enfants et le transfert informel des soins aux personnes âgées, en particulier pour les femmes migrantes qui sont privées de leurs droits fondamentaux et doivent travailler pour des salaires très faibles ».

Les rapports européens sur la dette, la démocratie, la pauvreté, les services publics, les salaires et les perspectives féministes ont corroboré les exposés sur les situations nationales indiquant des évolutions inquiétantes, notamment la progression du racisme et du néo-fascisme. Depuis le début de la crise, une restructuration mène l'Europe sur la voie de la régression sociale et politique, des

violations des droits du travail, des droits sociaux et des travailleurs migrants, des attaques contre les droits reproductifs des femmes et de l'augmentation de la violence contre les femmes et d'un retour en arrière sans précédent sur les acquis démocratiques. Tous les témoignages ont pointé des tendances similaires dans l'UE - donnant un message fort que ce n'est pas la crise d'un pays, mais une crise à l'échelle européenne et une crise du modèle économique.

Cependant le message principal du Tribunal est que la résistance continue dans les grandes et petites mobilisations et dans de nombreuses expériences créatives de démocratie de proximité. Ana Maria Jimenez de la HAP (Plate-forme des personnes touchées par Hypothèques en Espagne) a déclaré que : « Aujourd'hui, nous sommes plus de 200 nœuds dans l'État. Nous avons arrêté plus de 1.000 expulsions, nous avons relégué plus de 1.000 personnes à travers notre campagne Obra Social » .

Malgré de grandes difficultés, les gens s'organisent dans les initiatives de Thessalonique et Italie impliquant les citoyens et les collectivités locales pour démontrer que l'eau est un bien commun public et ne peut pas être privatisée ; l'arrêt des expulsions en Espagne ; les syndicats qui défendent leur droit de s'organiser et pour empêcher les tentatives de dumping social comme dans la grève des dockers au Portugal; la lutte contre le racisme et le néo-fascisme dans de nombreux pays ; la construction de plusieurs formes d'auto-organisation de la population pour contrer les effets de l'austérité et la construction d'un autre modèle de services publics gérés socialement et d'une économie des communs.

Les défis exceptionnels pour les mouvements sociaux dans les années à venir sont les suivants : revenir en arrière sur lois d'austérité imposées par les institutions européennes ; l'annulation de la dette illégitime et insoutenable ; des mesures de redistribution pour inverser l'inégalité et l'application de l'imposition sur les sociétés et les particuliers fortunés ; la pleine reconnaissance au niveau européen du droit au logement, à l'eau, la nourriture, l'éducation et aux services de santé ; la fermeture des camps où les migrants et les réfugiés sont emprisonnés et la pleine reconnaissance du droit à la négociation collective et la fin de l'emploi précaire.

Les mouvements sociaux en Europe sont déjà dans un processus nécessaire pour réinventer les moyens de faire de la politique. Mais pour pouvoir contrer les politiques de gouvernance économique de l'UE et de la troïka, le plus grand défi est de faire converger et accroître les forces et de définir un autre programme pour une autre Europe.

Le Tribunal s'est déroulé dans le cadre des Journées européennes d'action. Trois de nos témoins ont été parmi les 281 personnes arrêtées lors d'une manifestation pacifique contre le Sommet européen des affaires le 15 mai.

<http://www.d19-20.be/en/>

<http://mayofsolidarity.org/>

Voir aussi : <http://corporateurope.org/eu-crisis/2014/05/eu-and-crisis-austerity-solidarity>

transform! en solidarité avec le mouvement des réfugiés

Freedom Not Frontex

1er juillet 2014

La « Marche pour la liberté » a marché pendant un mois de Strasbourg à Bruxelles contre la politique d'immigration de l'UE et le système de frontières. 400 militants se sont réunis à Bruxelles dans un camp d'action. Des manifestations ont lieu dans de nombreux pays ; le mouvement des réfugiés est transnational.

Les signataires de l'accord de Schengen de 1985 et 1990 se vantent d'avoir réduit les contrôles à leurs frontières communes. Mais la liberté de circulation ne s'applique pas à chaque individu dans l'UE. Afin de protester ouvertement contre cet état de fait, réfugiés, sans-papiers, migrants et autres militants d'États membres de l'UE et des États avoisinants ont marché sur environ 500 km de Strasbourg à Bruxelles du 20 mai au 20 juin 2014. Leur marche de protestation a franchi les frontières des États entre la France, l'Allemagne, le Luxembourg et la Belgique avec succès, en une action de désobéissance civile collective.

La Marche exige l'arrêt des expulsions vers les pays d'origine et au sein de l'UE, conformément à la réglementation de Dublin, la suppression des contrôles aux frontières et de l'agence FRONTEX, l'arrêt l'emprisonnement des migrants par l'UE, la liberté de mouvement et de séjour, le droit d'étudier et de travailler, les mêmes droits socio-culturels et politiques en tant que citoyens, l'arrêt des guerres coloniales de l'OTAN et de l'exploitation économique des migrants.

Lien : <http://freedomnotfrontex.noblogs.org/>

Vous trouverez ici l'appel (en français) de la section belge du mouvement des réfugiés soutenue par transform!. <http://caravan2014.noblogs.org/lappel/>

transform! soutient également le manifeste "Lampedusa in Hamburg" "Un avenir ici!"

Pour plus d'informations sur le mouvement de protestation en cours à Berlin contre l'expulsion d'un camp de réfugiés dans une ancienne école, cliquez ici: <http://ohlauerinfopoint.wordpress.com/2014/06/29/statement-from-the-refugees-on-the-roof-of-the-former-gerhardt-hauptman-schule/>

Atelier international de la Fondation Rosa Luxemburg

La gauche après les élections dans l'UE : les nouveaux défis

21-23 juillet 2014, Berlin

L'objectif de l'atelier est d'analyser les nouveaux rapports des forces politiques en Europe au sein de l'UE et de ses pays membres, et de tirer des conclusions pour le Parti de la gauche européenne dans les pays et régions, ainsi que pour le renforcement de l'europanisation des luttes.

L'objectif est de « dire les choses comme elles sont » - de présenter les forces et les faiblesses des partis européens de gauche et débattre de leurs options stratégiques pour les luttes à venir. Cela inclut l'approfondissement des connaissances sur les défis concrets rencontrés par la gauche dans les différents pays d'Europe.

Les questions clés

- Comment les rapports politiques des forces en Europe, et notamment au sein de l'Union européenne, ont-ils changé depuis 2009 ? Comment faut-il considérer les résultats pour les partis de gauche dans le cadre de l'ensemble du spectre ? Quelles possibilités pour l'organisation et la mise en œuvre d'approches politiques de gauche au niveau européen à la lumière des résultats des élections européennes ?

- Où les partis de gauche ont-ils remporté des succès, et quelles conditions concrètes ont été les fondements de leur succès ? Quelles nouvelles formes de lutte, d'alliances électorales et d'alliances socio-politiques ont fait leurs preuves ou ont émergé ? Quel rôle la personnalisation a-t-elle joué avec la nouvelle possibilité d'élire le président de la Commission et cela peut-il être utile pour les partis de gauche ?

- Peut-on faire un état des lieux provisoire sur les effets des offres électorales à gauche et sur la nature de l'électorat qui soutient les partis de gauche ? Comment réaliser une européanisation plus forte des luttes en utilisant et en élargissant les luttes nationales ?

- Quelles sont les possibilités des partis de gauche pour l'élaboration d'un agenda politique alternatif ?

Ces questions et d'autres seront discutées lors de l'atelier.

Dans le premier bloc, les nouvelles conditions et / ou les nouveaux contextes des élections européennes ainsi que la capacité des partis de gauche à répondre de façon adéquate à ces conditions, doivent être discutés.

Dans une deuxième partie, les conditions concrètes et les enjeux pour la gauche ainsi que ses résultats à l'élection de l'UE doivent être présentés et discutés, à partir d'exemples d'études de pays.

Une troisième étape portera sur les voies possibles pour renforcer l'européanisation des luttes, dans le cadre d'une évaluation des campagnes électorales et des résultats des élections européennes.

- Quelles sont les réponses de la gauche à ces processus ? Comment sont-ils perçus et quelles stratégies alternatives sont en cours d'élaboration ? Quelles stratégies le Parti de Gauche a-t-il suivies à l'échelle nationale et au niveau européen, et de quelles alliances peut-il dépendre à cet égard ?

- Quelles sont les forces des partis de la gauche radicale par rapport à celles des sociaux-démocrates, des verts, des conservateurs et de la droite ? Quels sont les éléments clés de leurs forces et de leurs faiblesses ? Quelles sont les conditions de réussite des partis de gauche aujourd'hui et quels sont leurs alliés, dans la société et au niveau politique ?

Quelles conclusions des élections pour le Parlement européen les partis doivent-ils tirer ? Quelles sont leurs forces ? Comment répondre de façon réaliste aux faiblesses des partis de gauche au niveau national et au niveau européen ?

Les trois blocs thématiques proposés sont les suivants:

1. Défis actuels en Europe

Discussion sur les défis actuels concernant les processus européens avant et pendant la campagne électorale de l'UE.

2. Quelle analyse des résultats des partis de gauche ?

Analyse des différents pays de l'UE, et sur cette base, une vue d'ensemble ; tendances et scénarios possibles.

3. Conclusions pour la formulation d'objectifs stratégiques et la constitution de nouvelles alliances nationales et européennes

Les résultats seront présentés et discutés à l'Université d'été du Parti de la gauche européenne.

L'atelier commence le lundi 21 juillet, à 19:00

Hébergement: InterCityHotel am Ostbahnhof, Am Ostbahnhof 5, 10243 Berlin

Contact et informations complémentaires :

Cornelia Hildebrandt : hildebrandt@rosalux.de

Lieu : Fondation Rosa Luxemburg, Franz Mehring-Platz 1, 10243 Berlin

Programme

21 juillet 2014

Allocution de bienvenue dans le salon du SJSR, avec des représentants du Parti de la Gauche Européenne

17h00-19h00: Arrivée / Bienvenue

Ouverture : Wilfried Telkämper, directeur du Centre pour le dialogue international, Cornelia Hildebrandt, Walter Baier

19:00-21:00

Les options stratégiques de la social-démocratie européenne : Gerassimos Moschonas, professeur agrégé en politique comparée au département de science politique et d'histoire de l'Université Panteion d'Athènes (Grèce).

22 juillet 2014

09h15-11h00

Analyse des résultats globaux des élections au Parlement européen – Evolution du pouvoir politique.

Que montre l'élection européenne sur les rapports de force politiques en Europe ?

Introduction : Walter Baier, coordinateur de transform! europe

Renationalisation ou européanisation - un nouveau clivage ? Introduction : Cornelia Hildebrandt, secrétaire adjointe de l'Institut pour l'analyse sociale, la Fondation Rosa Luxemburg

11h00-11h15: Pause

AM - 12:15

La nouvelle situation politique en Europe de l'Est - le rôle du conflit en Ukraine dans l'élection européenne

La situation en Ukraine : Volodymyr Ishchenko, directeur adjoint de l'Institut pour l'analyse sociale à Kiev et chargé de cours à l'Académie de Kiev-Mohyla

La situation dans les États baltes : Tomas Tomilinas, Institut Demos pour la pensée critique, Lituanie

La situation en République tchèque : Jiri Malek, SPED Société pour le dialogue européen, République tchèque

12:15-14:00 : Déjeuner

14h00-17h30

Pourquoi les partis de droite extrême remportent-ils des succès en Europe?

Introduction sur l'Ukip au Royaume-Uni : Dan Hough, Université de Sussex

Introduction sur la stratégie de gauche face au Front national : Elisabeth Gauthier, Espaces Marx, France

Introduction sur le Dansk Folkeparty : Inger V. Johansen, Transform Danmark (à confirmer)

Cohérence entre les droites extrêmes : Thilo Janssen, politologue, Allemagne

17h30-18h00: Pause

18h00-19h30

La nouvelle situation avec les succès de la gauche en Europe

La nouvelle situation en Grèce - un défi pour la gauche en Europe : N.N.

Nouveau type d'alliances politiques :

Introduction sur l'Espagne: Jaime Aja Valle, directeur de la Fondation l'Europe des citoyens (FEC)

Introduction sur la fenêtre d'opportunité pour la Gauche italienne: Roberto Morea, transform! Italia

Introduction sur l'Autriche : Barbara Steiner, transform! Autriche
La nouvelle force de gauche en Slovénie : Anej Korsika, secrétaire international de l'Initiative pour le socialisme démocratique (Gauche unie en Slovénie)

20h00 : Dîner à Umspannwerk

23 juillet 2014

09:00-12:00

La nouvelle situation avec le succès de la gauche en Europe. Débats stratégiques et les expériences de la gauche radicale :

Introduction générale : Richard Dunphy

Nouvelles formes d'organisation : Inego Errejon, Podemos

Introduction sur la Croatie: Marko Kostanic, Center for Workers Studies de Zagreb et publiciste

Introduction sur Chypre: Giorgos Charalambous, Université de Chypre

12h30 -13h30 : Déjeuner

13:30-14:30

Défi pour la gauche politique – que faire ?

Margarita Mileva, membre du conseil d'administration du parti de la gauche européenne

Conclusion, questions ouvertes et prochaines étapes

Walter Baier / Cornelia Hildebrandt

15h00 : Départ pour Werbellinsee des délégués de l'Université d'été 2014

Europe – Debout pour la paix!

9ème Université d'été de la Gauche européenne

23 – 27 juillet 2014

Werbellinsee près de Berlin

C'est le moment ! De nouveau, la gauche européenne et transform! europe, cette fois avec Die Linke, invitent à l'Université d'été 2014. Nous voulons débattre, réfléchir aux problèmes actuels, discuter des idées, échanger des réflexions et des expériences et, bien sûr, fêter et profiter de l'été.

Chaque année depuis 2005, des militants membres de parti et de mouvements sociaux de toute l'Europe et au-delà se rencontrent pendant quatre jours pour développer conjointement des idées pour une autre Europe.

Sous les têtes de chapitre, paix, Europe, et économie, nous nous intéresserons aux questions suivantes : Quelle analyse des résultats des élections au Parlement européen ? Comment voulons-nous façonner l'Europe, une Europe en crise ? Comment pouvons-nous nous opposer à la gestion de la crise du précédent et du nouveau gouvernement de l'UE ? Quelle est notre réponse au conflit entre l'UE et la Russie ? Comment pouvons-nous battre l'élan vers la droite en Europe ?

Les grandes questions seront présentées par des experts en assemblées plénières. Nous les approfondirons et en débattrons ensuite dans des séminaires et des ateliers. Il y aura place pour des discussions informelles, plaisir et découverte de la nature ainsi.

Langues de travail: allemand, anglais, français, russe

Inscription: Pour s'inscrire à l'université d'été, remplir le formulaire d'inscription EL SU 2014 et l'envoyer à : elsu2014@die-linke.de

Transport : pour se rendre à Werbellinsee prendre l'avion pour Berlin (l'aéroport de Tegel ou de Schönefeld). Nous organiserons des transferts en bus à partir de trois endroits : l'aéroport de Tegel, l'aéroport de Schönefeld et la gare principale de Berlin (Hauptbahnhof). Si vous voulez voyager par vos propres moyens, vous pouvez prendre un train régional de la gare principale (Hauptbahnhof) à Eberswalde, puis prendre un bus.

Site Officiel : <http://elsummeruniversity2014.wordpress.com/>

Lieu :

EJB Werbellinsee (60 km au nord de Berlin)

Joachimsthaler Straße 20

16247 Joachimsthal

<http://www.ejb-werbellinsee.de/en.html>

Contact : elsu2014@die-linke.de

info@european-left.org

office@transform-network.net

Programme

Programme prévisionnel à droite à «Documentation» (pdf, 189 Ko)

Mises à jour à <http://elsummeruniversity2014.wordpress.com/>

Rapport de la Conférence de Bruxelles, 10 avril 2014

Ensemble, nous pouvons mettre un terme aux problèmes de la dette et de l'austérité en Europe !

Le 10 avril 2014, le Parti de la gauche européenne et transform! europe ont organisé conjointement une conférence internationale qui a réuni des économistes, des militants de la société civile et politique pour discuter des solutions alternatives à la crise de la dette.

Maxime Benatouil (transform! europe) a rédigé un rapport, à partir des notes prises lors de la Conférence et sur certaines contributions aimablement fournies par les intervenants. Le rapport suit la structure de la conférence et est donc divisé en quatre sections : analyse, objectifs, autres expériences en Amérique latine / Islande, propositions.

Télécharger le pdf sur la droite.

La conférence a permis d'approfondir le débat sur les solutions alternatives à l'austérité, ainsi que pour le dépassement de la crise de la dette et de son utilisation cynique pour imposer des processus de transformation néolibérale. Comme l'initiative l'a montré, résoudre le problème de la dette seul ne suffira pas pour relancer l'économie - cela nécessite de développer des alternatives en ce qui concerne la fiscalité, la répartition des richesses et les investissements en faveur d'un nouveau modèle de développement social et écologique.

Un livret recueillant les contributions des intervenants sera publié cet été.

Trouvez dès maintenant une collection de documents : <http://transform-network.net/en/blog/blog-2014/news/detail/Blog/el-advocates-for-remodelling-of-european-financial-institutions.html>